

COMPROMIS PARLEMENTAIRE?

« Sur la réforme territoriale, le compromis est nécessaire, il est à portée de main. »  
Claudy Lebreton (PS).

DUMAS SE DONNE LE BEAU RÔLE

L'ancien président du Conseil constitutionnel et ex-ministre socialiste Roland Dumas se dit « convaincu d'avoir sauvé la République » en ayant validé, en 1995, les comptes de campagne irréguliers de Chirac et de Balladur.

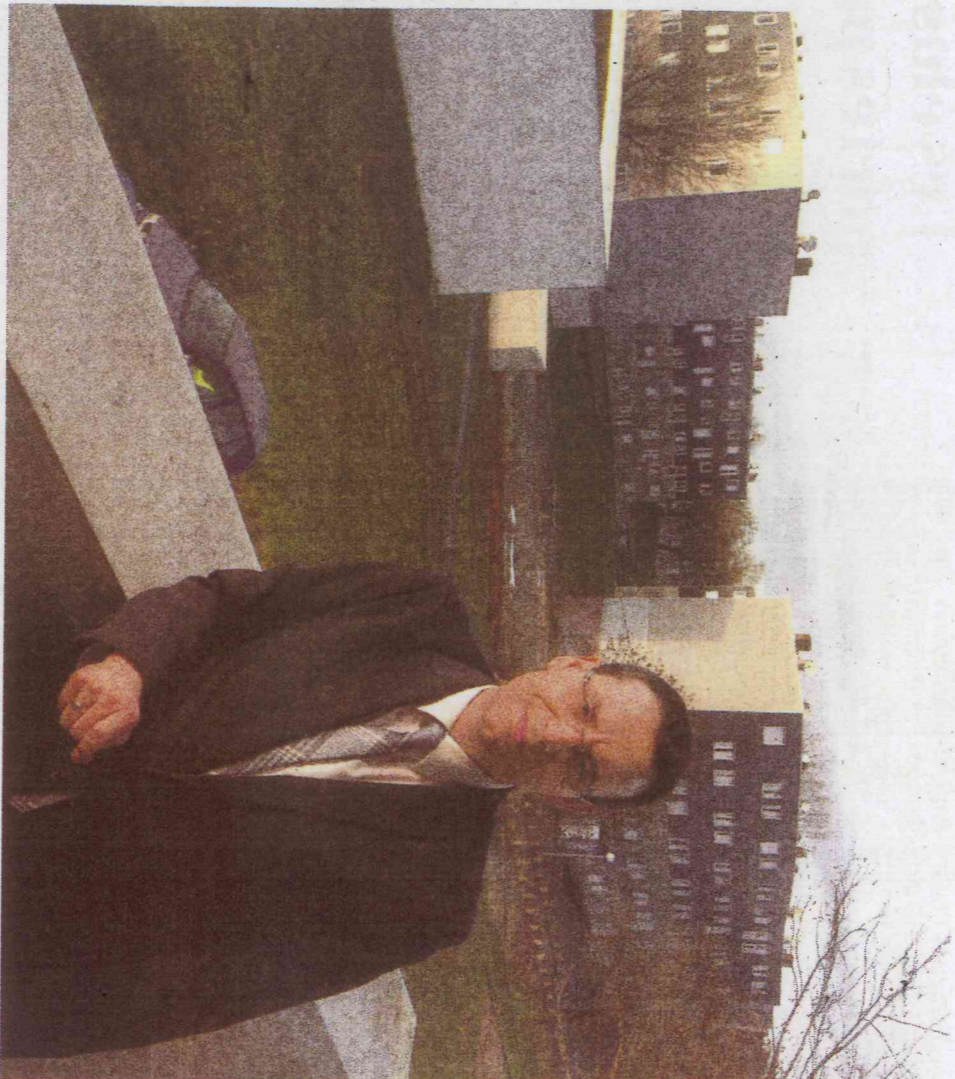
Politique & Citoyenneté

ESSONNE

# « À Grigny, on a la fraternité mais il nous manque l'égalité »

Lors d'une réunion, tenue mardi soir, Philippe Rio, maire (PCF) de Grigny, a proposé l'adoption d'un manifeste: la République pour tous, où le diagnostic accablant cède la place à une foule de propositions concrètes adressées à l'État. Il est reçu aujourd'hui à l'Élysée par François Hollande.

À l'entrée du centre socio-culturel Sidney-Bechet de Grigny, situé au cœur du futur centre-ville, une affiche noire et blanc, « Je suis Charlie ». Il est 20 heures. Progressivement, habitants, élus, représentants religieux et acteurs sociaux de la ville entrent dans la salle. Au fond de la scène, sur un grand écran de projection, les visages de huit jeunes s'affichent. Huit apprentis journalistes, pour certains originaires de Grigny, qui ont produit une vidéo: *Nous, reporters citoyens, refaisons les printemps*. Une réponse filmée au contenu de l'article du *Figaro* paru le 15 janvier 2015 intitulé « A Grigny, la ville de Coulibaly, la théorie du complot va bon train ». Une cinquantaine de personnes ont répondu à l'appel du maire (PCF) de Grigny, Philippe Rio. Depuis les attentats du 7 et 8 janvier dernier, beaucoup de journalistes ont défilé à la Grande Borne, le quartier où a vécu un des trois djihadistes, pour y trouver des explications à l' inexplicable. Entouré de l'ancien maire et conseiller municipal Claude Vasquez ainsi que de Fatima Oghi, deuxième adjointe socialiste, le maire de Grigny propose d'entamer, avec cette rencontre, « une première étape de reconstruction, après le tremblement de terre ».



POUR LE MAIRE PHILIPPE RIO, « UNE PREMIÈRE ÉTAPE DE DÉBATS EST LANCÉE ». PHOTO JOHN LEICESTER/AP

**16 % des habitants au chômage**  
Dans sa main, il tient un long texte distribué à chacun. Un projet de manifeste, la République pour tous. Douze pages qui dressent un diagnostic social et territorial accablant. Les chiffres surprennent même une assistance d'acteurs aguerris: 40 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, 40 % sont au chômage à la Grande Borne et 16 % au total dans la ville, près d'un jeune sur deux sorti du système scolaire est sans diplôme, près de 16 % des élèves de troisième ont un retard d'au moins deux ans, 5 % des enfants ayant un trouble du langage doivent attendre plus d'un an pour obtenir un rendez-vous relevant d'orthophoniste, près de 2500 dossiers mineurs sont en attente de traitement.

Voilà la réalité. Voilà les conséquences d'un quotidien qui se craquille à très grande vitesse. « À Grigny, la fraternité et la solidarité, nous les avons. Il nous manque une chose: l'égalité », tonne Philippe Rio. Dénonçant avec véhémence « une inégalité territoriale délibérément

organisée, des logiques de ségrégation construites en partie par les politiques publiques. Qui a abandonné ce navire? Les gouvernements successifs. Sur la sécurité publique, combien de pétitions avons-nous signées pour pointer la suppression de trente postes de policiers dès 2003? Aucune réponse concrète du préfet aux dernières violences constatées sur la Grande Borne ».

Alors, que propose le manifeste? Il y est clairement demandé « réparation des effets des politiques étatiques d'aménagement du territoire ». Exemple avec le recensement de la population. Tel qu'il est effectué, il n'inclut pas tous les foyers. « Nous estimons que vivent 30 000 habitants à Grigny (contre 27 000 recensés en 2012) et qu'un nouveau calcul des dotations de l'État devrait intervenir sur cette

base. » Cela signifierait un surplus de... 15 millions d'euros. « Croire dès lors que les banlieues populaires comme Grigny fabriquent des terroristes est totalement faux. Il est dangereux de réduire à un problème local, un problème qui relève du national et qui concerne chacun où qu'il habite », conclut l'élu. Aminata Gueye, de l'association Afase, prend la parole: « Tous les parents veulent la réussite de leur enfant. Il y a beaucoup de femmes et d'hommes qui se mobilisent à Grigny. L'éducation populaire mais on sait que le seul nom de Grigny fait vendre. Il y a une différence entre informer et déformer. » Aïssata, habitante de la Grande Borne, rebondit: « On doit poser des actes ensemble, sans se disperser. Même si on est dans la pauvreté, on peut être éduqué et fonder des bases solides auprès des parents avec les moyens du bord. » Jacky Bortoli, conseiller municipal et habitant de la Grande Borne, se lève: « On parle des gens sous l'égide d'un office HLM mourant, c'est une féroce machine à fabriquer de la précarité. Cette Grande Borne montrée dans les médias ne se laissera pas faire. Quand Malek Boutih (député socialiste de la 10<sup>e</sup> circonscription de l'Essonne) insinue que les élus pactisent avec le mal et qu'il parle d'islamo-nazisme à propos des terroristes, il est hors sujet. Il nous faudra lui répondre complètement à mener, comme si le reste ne suffisait pas, pour rejeter un verbiage insistant bien éloigné des préoccupations quotidiennes des Grignois. »

ICHEL DELAPORTE

**RÉFORME**  
LE MANIFESTE APPELLE  
À UNE RÉFORME  
FISCALE POUR  
RÉTABLIR L'ÉQUITÉ  
DEVANT L'IMPÔT  
EN FONCTION  
DES CAPACITÉS  
CONTRIBUTIVES.

**UNE JOURNÉE POUR LES QUARTIERS**

Aujourd'hui, le président François Hollande reçoit à l'Élysée chefs d'établissement et recteurs, maires et élus de banlieues. L'après-midi, c'est avec « des acteurs associatifs engagés dans l'éducation populaire » qu'il s'entretiendra, dont l'Afey, le Comité national des règles de quartiers ou encore la Ligue de l'enseignement. Enfin, la soirée se clôturera avec des intellectuels, pour évoquer les « enjeux républicains ».